

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NESTLE France

Zone Rouge
Z.I. de Rouxmesnil Bouteilles
76370 Rouxmesnil-Bouteilles

Références : UDRD-2025-12-T-695
Code AIOT : 0005800523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2025 dans l'établissement NESTLE France implanté Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site de NESTLE FRANCE à Rouxmesnil-Bouteilles exploite des installations soumises au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (SEQE) notamment pour son activité de combustion de combustibles.

Le plan de surveillance (PdS) décrit de façon détaillée et exhaustive la manière dont le suivi en continu des émissions est assuré par l'installation soumise au SEQE.

Les exploitants des installations soumises au SEQE bénéficient d'allocation de quotas gratuits pour la première sous-période de la quatrième période de ce système (2021-2025) sur la base de leurs niveaux d'activités historiques (2014-2018).

Ces allocations sont toutefois dynamiques et revues chaque année, suivant les niveaux d'activité réellement effectués l'année précédente. Le Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) sert de

base à l'évaluation de ces niveaux d'activité par sous-installation, en précisant notamment les instruments ou les méthodes de mesure utilisés.

Cette visite a pour but de vérifier et d'améliorer la conformité des installations avec la réglementation en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE France
- Zone Rouge BP 521 76370 Rouxmesnil-Bouteilles
- Code AIOT : 0005800523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NESTLÉ est spécialisée dans la production, notamment de produits solubles à base de café. L'usine fabrique 25 000 t/an de café soluble et emploie environ 400 personnes pour l'exploitation de ses installations.

L'exploitation des installations est réglementée, en particulier par l'arrêté préfectoral du 13/12/2017. Le site est visé à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles avec comme rubrique principale la rubrique 3110 "Combustion". Le site de Rouxmesnil-Bouteilles est aussi visé par l'annexe I de la directive n° 2003/87/CE du 13/10/03 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour ses installations de combustion.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Contenu minimal du plan de surveillance | Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 2 | Contenu minimal du plan de surveillance | Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 3 | Les critères de durabilité et de réduction de gaz à effet de serre | Règlement européen du 19/12/2018, article 38 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Modifications du plan de surveillance | Règlement européen du 19/12/2018, article 14 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Principes de la surveillance | Règlement européen du 19/12/2018, article 7 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 6 | Système de contrôle | Règlement européen du 19/12/2018, article 11 | Demande de justificatif à l'exploitant | 9 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles ont révélé des non conformités au niveau du plan de surveillance (PdS) et du plan méthodologique de surveillance (PMS) de l'exploitant. Les demandes d'amélioration doivent être prises en compte lors des prochaines mises à jour des PdS et PMS afin qu'ils soient conformes aux différents règlements européens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contenu minimal du plan de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Informations générales concernant l'installation |
| Prescription contrôlée : 1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après: (1) des informations générales concernant l'installation : (a) une description de l'installation et des activités devant faire l'objet d'une surveillance qui sont réalisées dans cette installation, comprenant une liste des sources d'émission et des flux à surveiller pour chaque activité réalisée dans l'installation, conformément aux critères suivants [...] (2) une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant: a) une description détaillée de la méthode fondée sur le calcul appliquée, y compris une liste des données et des formules de calcul utilisées, une liste des niveaux appliqués pour les données d'activité et de tous les facteurs de calcul pertinents pour chacun des flux à surveiller; [...] c) une description des systèmes de mesure utilisés et leur plage de mesure, l'incertitude spécifiée ainsi que la localisation exacte des équipements de mesure à utiliser pour chacun des flux à surveiller; |
| Constats : 1) Le flux d'urée ainsi que la description de la méthode utilisée pour la surveillance des émissions associées ne sont pas renseignés dans le plan de surveillance (PDS). - Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un nouveau PdS, dans lequel il a renseigné les informations manquantes. 2) Dans le PdS, les niveaux de méthode et les facteurs de calcul servant à déterminer les données d'activité des flux ne sont pas cohérents avec la déclaration des émissions AER. Ce dernier peut être pris comme référence lors de la mise à jour du PdS. 3) Dans la partie traitant la description des systèmes de mesure utilisés, il manque deux instruments (le compteur volumétrique et l'instrument électronique de conversion des volumes). - Pour ces deux derniers points, l'exploitant a indiqué que les vérifications et les corrections nécessaires étaient en cours. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les modifications proposées doivent être prises en compte dans la prochaine mise à jour du PdS. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 2 : Contenu minimal du plan de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe I |
| Thème(s) : Risques chroniques, Informations générales concernant l'installation |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. CONTENU MINIMAL DU PLAN DE SURVEILLANCE DES INSTALLATIONS</p> <p>Le plan de surveillance d'une installation contient au moins les informations ci-après:</p> <p>[...]</p> <p>(2) une description détaillée des méthodes fondées sur le calcul appliquées, le cas échéant, comprenant:</p> <p>[...]</p> <p>e) le cas échéant, la liste des méthodes d'analyse à employer pour déterminer tous les facteurs de calculs pertinents, pour chacun des flux, et une description des procédures écrites relatives à ces analyses;</p> <p>f) le cas échéant, une description de la procédure écrite ayant conduit à l'établissement du plan d'échantillonnage pour le combustible et les matières à analyser, ainsi que de la procédure employée pour évaluer la pertinence du plan d'échantillonnage;</p> <p>g) le cas échéant, la liste des laboratoires participant à la mise en œuvre des procédures d'analyse et, lorsqu'un laboratoire n'est pas accrédité conformément à l'article 34, paragraphe 1, une description de la procédure utilisée pour démontrer le respect d'exigences équivalentes, conformément à l'article 34, paragraphes 2 et 3;</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Dans le plan de surveillance (PdS), il manque les informations sur les procédures concernant les méthodes et laboratoires utilisés, les analyses, les plans d'échantillonnages et leurs pertinences ainsi que l'estimation des stocks.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra à jour son PdS en indiquant les informations manquantes.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 3 : Les critères de durabilité et de réduction de gaz à effet de serre

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 38 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Critères applicables |
| Prescription contrôlée : 5. Les biocarburants, les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse satisfont aux critères de durabilité et de réduction des émissions de gaz à effet de serre énoncés à l'article 29, paragraphes 2 à 7 et 10, de la directive (UE) 2018/2001, afin d'être comptabilisés dans la fraction issue de la biomasse d'un flux dont le facteur d'émission est considéré comme égal à zéro. |
| Constats : L'exploitant utilise pour ses procédés et équipements émetteurs des combustibles fossiles et biomasse. L'exploitant souhaite bénéficier d'un facteur d'émission nul pour ces combustibles. Dans le cadre de l'ETS, le système d'échange de quotas d'émission de l'UE, les critères de durabilité et de réduction de gaz à effet de serre issus de la directive « Énergies renouvelables » (RED II) doivent être pris en compte pour les bioliquides et les combustibles issus de la biomasse (biomasse solide et gazeuse) afin d'être considérés comme biomasse « durable », c'est à dire respectant les critères RED II. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pour bénéficier d'un facteur d'émission nul pour la biomasse, l'exploitant doit préciser la procédure utilisée pour évaluer la conformité des flux de biomasse. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Modifications du plan de surveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 14 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Description de l'installation |
| Prescription contrôlée : 1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation ou de l'activité aérienne conformément à l'article 7 de la directive 2003/87/CE, et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance. |
| Constats : Dans le plan de surveillance (PdS), le schéma décrivant les flux n'est renseigné. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le PdS en rajoutant le schéma décrivant les flux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Principes de la surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Sources de données |
| Prescription contrôlée : 1. Les exploitants obtiennent des données exhaustives et cohérentes et veillent à l'absence de double comptage et de chevauchement entre les sous-installations. Les exploitants appliquent les méthodes de détermination énoncées à l'annexe VII, font preuve de la diligence appropriée et utilisent des sources de données représentant le plus haut degré d'exactitude possible conformément à la section 4 de l'annexe VII. |
| Constats : Dans le plan méthodologique de surveillance (PMS), les méthodes et les niveaux des sources de données utilisés pour la détermination des niveaux d'activité des sous installations ne sont pas cohérents. Pour la sous installation avec référentiel de chaleur : 1) la chaleur mesurable provenant des réchauffeurs d'air est déterminée à partir de l'apport de combustible et du rendement mesuré se rapportant à la production de chaleur. C'est donc le niveau 4.5. e) ¹ qui doit être indiqué. 2) Concernant les pertes de chaleur dans le réseau, la France n'autorise plus les pertes forfaitaires de 2%. Il faut prévoir une modification du PMS avec un calcul ou une estimation des pertes, et les dérogations associées. - L'exploitant a indiqué que la mise en place de ce point était en cours. |

3) Pour l'apport de combustible à la sous installation, l'exploitant se base sur les données des compteurs GRDF et ceux des torréfacteurs, ces derniers relèvent de la directive MID. Par conséquent les niveaux à appliquer sont les 4.4.a)² et 4.4.b)³.

Pour la sous installation avec référentiel de combustible :

4) Concernant l'apport de combustible à la sous installation, l'exploitant se base sur les données des compteurs des torréfacteurs qui relèvent de la directive MID, de ce fait le niveau à appliquer est le 4.4.b)³. Le niveau de source de données pour le fioul n'est pas indiqué.

¹ : 4.5. e) calcul d'une variable représentative aux fins de la détermination des quantités nettes de chaleur mesurable conformément à la méthode 3 de la section 7.2 de l'annexe VII (RATG).

² : 4.4. a) les méthodes prévues dans le plan de surveillance approuvé en vertu du règlement (UE) n° 601/2012.

³ : 4.4. b) pour la détermination directe d'un ensemble de données, les valeurs données par des instruments de mesure soumis à un contrôle métrologique légal national ou par des instruments de mesure conformes aux exigences de la directive n° 2014/31/UE ou de la directive n° 2014/32/UE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit corriger les niveaux des sources de données dans la prochaine mise à jour du PMS

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Système de contrôle

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des équipements de mesure

Prescription contrôlée :

1. L'exploitant recense les sources des risques d'erreur dans le flux de données, depuis les données primaires jusqu'aux données finales de la déclaration relative aux données de référence, et établit, consigne, met en œuvre et tient à jour un système de contrôle efficace pour faire en sorte que les rapports résultant des activités de gestion du flux de données ne contiennent pas d'inexactitudes et soient conformes au plan méthodologique de surveillance et au présent règlement.

[...]

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Lorsque des composants des systèmes de mesure ne peuvent pas être étalonnés, l'exploitant désigne ces composants dans le plan méthodologique de surveillance et propose des activités de contrôle de remplacement.

Si l'équipement n'est pas jugé conforme aux exigences requises, l'exploitant prend rapidement les mesures correctives qui s'imposent.

Constats :

Un contrôle des instruments de mesure entrant dans le champ du plan méthodologique de surveillance (PMS) a été réalisé.

Pour les trois débitmètres vapeurs, il n'y a de suivi mis en place. L'exploitant s'engage à réaliser cette opération lors du prochain arrêt technique.

Les cinq compteurs gaz relèvent de la directive MID, ils ont été testés et déclarés conformes aux exigences de la directive.

Pour les réchauffeurs d'air, l'exploitant a fourni les documents justifiant les mesures des rendements qui sont utilisés pour déterminer une partie de la chaleur mesurable de la SI chaleur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir les rapports d'intervention indiquant la conformité des débitmètres vapeur, à la suite du prochain arrêt technique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 9 mois